

**GALOP – Développement durable pour les PME  
du territoire transfrontalier (Occitanie – Catalogne – Andorre)**

<p><b>1</b> PAS DE PAUVRETÉ</p> 	<p><b>2</b> FAIM «ZÉRO»</p> 	<p><b>3</b> BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</p> 	<p><b>4</b> ÉDUCATION DE QUALITÉ</p> 
<p><b>5</b> ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES</p> 	<p><b>6</b> EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</p> 	<p><b>7</b> ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE</p> 	<p><b>8</b> TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p> 
<p><b>9</b> INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</p> 	<p><b>10</b> INÉGALITÉS RÉDUITES</p> 	<p><b>11</b> VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES</p> 	<p><b>12</b> CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</p> 
<p><b>13</b> MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p> 	<p><b>14</b> VIE AQUATIQUE</p> 	<p><b>15</b> VIE TERRESTRE</p> 	<p><b>16</b> PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</p> 
<p><b>17</b> PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS</p> 	<p><b>Livre blanc – Enjeux ESG, trajectoires de durabilité et leviers d'action pour les entreprises transfrontalières</b></p> <p>Un cadre stratégique pour l'action publique et économique Observatoire de la durabilité des entreprises transfrontalières</p>		

# Sommaire

<b>Introduction – Le territoire transfrontalier à l’épreuve des transitions.....</b>	<b>3</b>
<b>Origine et finalités de l’étude.....</b>	<b>4</b>
Une étude inscrite dans le projet européen POCTEFA GALOP	
Des secteurs stratégiques pour le territoire	
<b>Méthodologie – Une approche pragmatique et territorialisée.....</b>	<b>4</b>
Une double approche complémentaire	
Une étude orientée décision	
<b>Les grands enjeux ESG du territoire transfrontalier.....</b>	<b>5</b>
Des enjeux environnementaux sous forte tension	
Des enjeux sociaux étroitement liés à la performance économique	
La gouvernance comme socle de transformation	
<b>Enseignements sectoriels clés.....</b>	<b>6</b>
Industrie agroalimentaire – Entre innovation et vulnérabilités structurelles	
Hébergement et restauration – Un secteur clé face au risque climatique	
Commerce – Un levier de transformation des modes de consommation	
<b>Conclusions stratégiques de l’étude.....</b>	<b>6</b>
<b>Lectures territoriales – Spécificités et priorités par espace transfrontalier.....</b>	<b>7</b>
Occitanie – Un territoire vaste, contrasté et structurant	
Catalogne – Un territoire dynamique sous forte pression économique et climatique	
Andorre – Un territoire contraint, mais agile	
<b>Leviers d’action et solutions proposées .....</b>	<b>8</b>
Priorités d’action en Occitanie – Structurer, accompagner, différencier	
Priorités d’action en Catalogne – Maîtriser les impacts et changer d’échelle	
Priorités d’action en Andorre – Sécuriser, diversifier, anticiper	
<b>Cadre stratégique commun de mise en œuvre de la transition ESG.....</b>	<b>9</b>
Pilier 1 – Installer une gouvernance RSE structurante et proportionnée	
Pilier 2 – Mutualiser les outils et les ressources à l’échelle transfrontalière	
Pilier 3 – Consolider des filières d’approvisionnement durables et résilientes	
Pilier 4 – Développer les compétences et l’engagement des parties prenantes	
Pilier 5 – Positionner les acteurs institutionnels comme catalyseurs de la transition	
<b>Conclusion – Construire une résilience partagée.....</b>	<b>11</b>

# Introduction

## Le territoire transfrontalier à l'épreuve des transitions

Le territoire transfrontalier reliant l'Occitanie, la Catalogne et la Principauté d'Andorre constitue un espace économique, social et environnemental singulier.

À la croisée de plusieurs dynamiques nationales et régionales, il se caractérise par une forte interdépendance des activités économiques, des flux humains et des ressources naturelles. Cette interdépendance renforce à la fois les opportunités de développement et les vulnérabilités structurelles du territoire.

À l'échelle européenne, ce territoire concentre plusieurs facteurs de tension majeurs : exposition accrue aux effets du changement climatique, pression sur les ressources en eau, dépendance à des chaînes d'approvisionnement parfois longues et fragiles, attractivité touristique saisonnière générant des pics d'activité et de consommation.

Ces enjeux ne sont pas théoriques : ils impactent directement la continuité des activités économiques, l'emploi local, la cohésion sociale et l'acceptabilité des modèles de développement actuels.

Dans ce contexte, la montée en puissance des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ne peut plus être abordée comme une simple obligation réglementaire ou un exercice de communication.

Elle constitue désormais un cadre structurant pour repenser les modèles économiques, renforcer la résilience des entreprises et sécuriser le développement territorial à moyen et long terme. Pour les acteurs économiques locaux – majoritairement des TPE et PME – l'enjeu est double : préserver leur compétitivité immédiate tout en anticipant des transformations profondes et durables de leur environnement.

C'est dans cette perspective qu'a été conduite l'étude sectorielle des enjeux ESG sur le territoire transfrontalier Occitanie-Catalogne-Andorre. Le présent livre blanc en propose une lecture stratégique et approfondie, orientée vers l'action et la décision. Il s'adresse conjointement aux acteurs institutionnels, aux décideurs publics, aux réseaux consulaires et aux dirigeants d'entreprises, avec l'ambition de fournir un cadre commun d'analyse et de priorisation.



## Origine et finalités de l'étude

### Une étude inscrite dans le projet européen POCTEFA GALOP

L'étude s'inscrit dans le cadre du projet transfrontalier GALOP, cofinancé par l'Union européenne via le Programme Interreg VI-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2021-2027). Portée par plusieurs Chambres de Commerce et d'Industrie du territoire (Occitanie, Pyrénées-Orientales, Gérone, Lérida, Andorre), elle répond à une volonté partagée : disposer d'un diagnostic objectif et opérationnel sur la prise en compte des enjeux ESG par les entreprises locales.

L'ambition n'était pas de produire un rapport théorique supplémentaire, mais de créer un socle commun de compréhension permettant de :

- mesurer le niveau de maturité ESG de secteurs économiques clés ;
- identifier les leviers d'action prioritaires à l'échelle des entreprises et des territoires ;
- favoriser une trajectoire de transition coordonnée à l'échelle transfrontalière.

### Des secteurs stratégiques pour le territoire

Trois secteurs ont été retenus en raison de leur poids économique, de leur ancrage territorial et de leurs impacts ESG significatifs :

- l'industrie agroalimentaire ;
- l'hébergement et la restauration ;
- le commerce de proximité.

Ces secteurs partagent plusieurs caractéristiques structurantes : une forte présence de PME/TPE, une dépendance aux ressources locales, une exposition directe aux aléas climatiques et une interaction permanente avec les populations locales et les flux touristiques.

## Méthodologie – Une approche pragmatique et territorialisée

### Une double approche complémentaire

L'étude repose sur une méthodologie en deux temps, combinant analyse documentaire et concertation de terrain.

La première étape a consisté en une analyse technique approfondie des enjeux ESG et de leur contribution aux Objectifs de Développement Durable (ODD), en s'appuyant notamment sur :

- les référentiels internationaux : ODD, Sustainability Accounting Standards Board (SASB);
- les rapports institutionnels régionaux et nationaux ;
- les données sectorielles disponibles à l'échelle du territoire.

La seconde étape a reposé sur l'organisation d'ateliers de consultation transfrontaliers réunissant des acteurs économiques des trois secteurs étudiés. Ces ateliers ont permis de confronter les constats théoriques aux réalités opérationnelles des entreprises.

### Une étude orientée décision

Le choix méthodologique central a été de privilégier une lecture qualitative et stratégique des enjeux, plutôt qu'une accumulation d'indicateurs chiffrés parfois peu exploitables pour les PME. L'objectif était d'identifier :

- les pratiques déjà engagées ;
- les freins internes et externes ;
- les attentes concrètes en matière d'accompagnement.

### Focus stratégique – La valeur de la concertation transfrontalière

Les ateliers ont mis en évidence une convergence forte des problématiques entre territoires, malgré des cadres réglementaires distincts. Cette convergence constitue un levier majeur pour mutualiser les solutions, partager les bonnes pratiques et construire des outils communs.





## Les grands enjeux ESG du territoire transfrontalier

L'analyse croisée des données documentaires et des retours de terrain met en évidence une réalité structurante : malgré la diversité des contextes locaux et des cadres réglementaires nationaux, les enjeux ESG rencontrés par les entreprises du territoire transfrontalier sont largement convergents. Cette convergence constitue un socle stratégique pour envisager des réponses coordonnées et mutualisées.

### Des enjeux environnementaux sous forte tension

Le territoire étudié figure parmi les zones européennes les plus exposées aux impacts physiques du changement climatique. Les épisodes de sécheresse prolongée, la raréfaction de la ressource en eau, l'augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes et l'érosion de la biodiversité exercent une pression directe sur les modèles économiques existants.

Dans l'industrie agroalimentaire, ces phénomènes se traduisent par des pénuries d'eau, une volatilité accrue des rendements agricoles et une fragilisation des chaînes d'approvisionnement. Dans l'hébergement-restauration, ils affectent le coût des matières premières et des assurances, les consommations énergétiques et la fréquentation touristique. Pour le commerce, ils interrogent la durabilité des modes de consommation et la logistique des flux de marchandises.

La transition environnementale apparaît ainsi comme une condition de continuité économique, et non comme un simple levier d'optimisation.

### Des enjeux sociaux étroitement liés à la performance économique

Les enjeux sociaux identifiés par l'étude révèlent des fragilités structurelles persistantes. La précarité de certains emplois, en particulier saisonniers, les tensions sur le recrutement, le turn-over élevé et les difficultés d'accès au logement pour les salariés constituent autant de freins à la stabilité des activités.

Ces enjeux ne relèvent pas uniquement de la responsabilité sociale des entreprises : ils conditionnent directement leur capacité à maintenir un niveau de service, à préserver la qualité de leur offre et à fidéliser les compétences. Les entreprises les plus avancées sur ces sujets sont celles qui parviennent à articuler politique sociale, attractivité des métiers et performance globale.

### La gouvernance comme socle de transformation

La gouvernance RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) constitue le fil conducteur des démarches ESG les plus robustes observées sur le territoire. Lorsque les enjeux ESG sont intégrés au pilotage stratégique, ils permettent de dépasser une logique d'actions isolées pour construire des trajectoires cohérentes et mesurables.

#### Focus stratégique – Structurer la gouvernance pour sécuriser l'action

L'étude montre que l'absence de gouvernance RSE formalisée constitue l'un des principaux freins à la montée en maturité ESG des PME. À l'inverse, même des structures de petite taille peuvent engager des transformations significatives dès lors qu'un cadre de pilotage clair est défini.

Une gouvernance RSE formalisée et déployée permet non seulement d'ancrer les actions durables dans la stratégie globale de l'entreprise, mais aussi de garantir leur suivi via des indicateurs de performance. Sans cette formalisation, les démarches ESG risquent d'être sporadiques ou de ne pas être pleinement intégrées.



## Enseignements sectoriels clés

### Industrie agroalimentaire – Entre innovation et vulnérabilités structurelles

Le secteur agroalimentaire bénéficie d'un savoir-faire industriel solide et d'une capacité d'innovation notable. Des initiatives existent déjà en matière d'optimisation logistique, de réduction des consommations énergétiques, de développement de filières locales et d'amélioration de la traçabilité.

Toutefois, l'étude met en évidence des défis structurels persistants : gaspillage alimentaire encore peu mesuré, dépendance à des modèles agricoles intensifs, inégalités d'accès aux ressources et aux marchés pour les petits producteurs et exposition accrue aux aléas climatiques.

### Hébergement et restauration – Un secteur clé face au risque climatique

Étroitement lié au tourisme, ce secteur joue un rôle central dans l'économie transfrontalière. Il est également l'un des plus exposés aux risques climatiques physiques et aux tensions sur les ressources.

Les démarches de labellisation, la gestion plus sobre de l'eau et de l'énergie, ainsi que les initiatives d'économie circulaire témoignent d'une dynamique positive, encore hétérogène selon la taille et la localisation des établissements.

### Commerce – Un levier de transformation des modes de consommation

Le commerce de proximité apparaît comme un acteur clé de la transition des comportements de consommation. Le développement du vrac, des circuits courts, de la réduction des emballages et de la lutte contre le gaspillage alimentaire illustre un potentiel important de contribution à l'ODD 12 (Consommation et production durables).

## Conclusions stratégiques de l'étude

L'étude révèle un territoire en transition, caractérisé par une multiplication d'initiatives locales encore insuffisamment coordonnées. Le principal enjeu ne réside pas dans l'absence de solutions, mais dans la capacité à les intégrer, les structurer, les mutualiser et les inscrire dans une vision stratégique partagée.

### Trois constats majeurs se dégagent :

- la nécessité d'un accompagnement renforcé des PME/TPE ;
- l'importance de la coopération transfrontalière ;
- le rôle central des acteurs institutionnels comme catalyseurs de la transition.

Chambres de Commerce et d'Industrie partenaires du projet GALOP accompagnant les PME/TPE du territoire transfrontalier





## Lectures territoriales – Spécificités et priorités par espace transfrontalier

Afin de traduire les enseignements de l'étude en orientations réellement opérationnelles, une lecture territorialisée des enjeux ESG s'avère indispensable. Si les secteurs étudiés partagent des problématiques communes, leur expression et leur intensité varient sensiblement selon les contextes économiques, institutionnels et géographiques propres à chaque territoire.



### Occitanie – Un territoire vaste, contrasté et structurant

Le territoire occitan se distingue par son étendue géographique, la diversité de ses bassins économiques et la coexistence de zones urbaines, rurales, littorales et montagnardes. Cette diversité se reflète dans les enjeux ESG identifiés.

Dans l'industrie agroalimentaire, l'Occitanie bénéficie d'un tissu productif dense et historiquement structuré, appuyé sur des filières agricoles puissantes. Cette solidité constitue un atout majeur pour engager des démarches de transition, notamment autour de la relocalisation des approvisionnements, de la valorisation des productions de qualité et de l'innovation industrielle. Néanmoins, la pression croissante sur la ressource en eau, l'exposition aux aléas climatiques et la dépendance à des modèles agricoles intensifs appellent une accélération des transformations.

Le secteur de l'hébergement-restauration, fortement lié à l'attractivité touristique régionale, est confronté à des enjeux sociaux marqués : saisonnalité de l'emploi, tensions sur le logement des travailleurs, difficultés de recrutement. Sur le plan environnemental, la gestion de l'eau et de l'énergie apparaît comme prioritaire, en particulier dans les zones littorales et montagnardes.

Le commerce de proximité joue en Occitanie un rôle structurant dans la vitalité des territoires, notamment ruraux. Il constitue un levier essentiel pour la transition des modes de

consommation, à condition d'être accompagné dans la réduction des déchets, la gestion des invendus et l'intégration de démarches d'achats responsables.

### Focus territorial – Occitanie

Les enjeux ESG en Occitanie appellent une approche différenciée selon les territoires infra-régionaux, combinant politiques régionales structurantes et accompagnement de proximité des entreprises.



### Catalogne – Un territoire dynamique sous forte pression économique et climatique

La Catalogne se caractérise par un dynamisme économique marqué, une forte densité d'activités et une attractivité touristique internationale. Cette intensité génère à la fois des opportunités et des tensions ESG accrues. Dans l'agroalimentaire, la Catalogne se distingue par une forte capacité de production et d'exportation. Toutefois, cette performance s'accompagne d'impacts environnementaux significatifs, notamment en matière de consommation d'eau, de pollution des sols et de pression sur les écosystèmes. Les enjeux liés à l'ODD 12 (Consommation et production durables) y sont particulièrement structurants. Le secteur de l'hébergement-restauration est fortement exposé aux risques climatiques physiques (sécheresses, vagues de chaleur, inondations ponctuelles) et à la saturation touristique dans certaines zones. La transition vers des modèles plus sobres et résilients apparaît comme une condition de maintien de l'attractivité à moyen terme.

Le commerce, très dépendant des flux touristiques et urbains, est engagé dans des démarches de réduction des déchets et de développement de nouvelles formes de consommation (vrac, circuits courts). Ces initiatives restent toutefois hétérogènes et nécessitent une structuration à l'échelle territoriale.

### Focus territorial – Catalogne

En Catalogne, la transition ESG constitue un levier de maîtrise des externalités négatives d'un modèle économique intensif, afin de préserver durablement les ressources et l'attractivité du territoire.

## Leviers d'action et solutions proposées

Les leviers d'action identifiés prennent toute leur portée lorsqu'ils sont déclinés de manière différenciée selon les réalités territoriales. L'étude met en évidence que la réussite de la transition ESG repose moins sur l'uniformisation des réponses que sur leur adaptation fine aux contextes locaux, dans un cadre stratégique commun.

### Priorités d'action en Occitanie – Structurer, accompagner, différencier

En Occitanie, la priorité stratégique réside dans la capacité à structurer et à déployer des démarches ESG à grande échelle, tout en tenant compte de la diversité des territoires infra-régionaux.

Les actions prioritaires concernent en premier lieu la structuration de la gouvernance RSE des PME, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire et de l'hébergement-restauration. L'enjeu est de passer d'initiatives ponctuelles à des démarches intégrées, capables de résister aux contraintes économiques et aux cycles saisonniers.

La région dispose d'un potentiel important en matière de filières durables. Le renforcement des circuits courts, la valorisation des productions locales et la structuration de partenariats entre acteurs agricoles, industriels et distributeurs constituent des leviers majeurs pour répondre aux enjeux climatiques et sociaux.

Enfin, l'Occitanie doit accorder une attention particulière aux enjeux sociaux liés à l'emploi saisonnier et au logement des travailleurs, qui conditionnent directement la continuité des activités économiques.

### Priorités d'action en Catalogne – Maîtriser les impacts et changer d'échelle

En Catalogne, la transition ESG s'inscrit dans un contexte de forte intensité économique et de pression accrue sur les ressources naturelles. La priorité stratégique est la maîtrise des impacts environnementaux et sociaux générés par un modèle économique performant mais intensif.



### Andorre – Un territoire contraint, mais agile

La Principauté d'Andorre présente un profil singulier au sein du périmètre étudié. Sa superficie réduite, sa forte dépendance aux flux touristiques et commerciaux et ses contraintes géographiques accentuent certains enjeux ESG tout en offrant une capacité d'action rapide. L'agroalimentaire y est moins structurant en volume, ce qui rend la principauté fortement dépendante des approvisionnements extérieurs. Cette dépendance renforce l'intérêt stratégique de partenariats transfrontaliers visant à sécuriser les chaînes d'approvisionnement et à intégrer des critères ESG dans les politiques d'achats.

Le secteur de l'hébergement-restauration constitue un pilier central de l'économie andorrane. Il est particulièrement exposé aux effets du changement climatique, notamment sur l'enneigement et la saisonnalité touristique. Les enjeux liés à l'efficacité énergétique, à la gestion de l'eau et à la diversification de l'offre touristique y sont prioritaires.

Le commerce, fortement orienté vers une clientèle internationale, représente un levier important pour la diffusion de pratiques de consommation responsable. Toutefois, la gestion des déchets et la logistique des flux demeurent des défis majeurs.

### Focus territorial – Andorre

En Andorre, la transition ESG apparaît comme un levier de sécurisation économique et de différenciation, permettant d'anticiper les vulnérabilités liées à la dépendance touristique.

pollutions et l'amélioration de la durabilité des modes de production. La structuration de démarches d'économie circulaire et la valorisation des coproduits apparaissent comme des axes à fort potentiel.

Le secteur de l'hébergement-restauration doit engager une transition vers des modèles plus sobres, intégrant la gestion des flux touristiques, l'efficacité énergétique et l'adaptation aux risques climatiques.

Pour le commerce, l'enjeu central est le passage à l'échelle des initiatives existantes, afin d'éviter une fragmentation des pratiques et de maximiser leur impact territorial.

### Priorités d'action en Andorre – Sécuriser, diversifier, anticiper

En Andorre, la priorité stratégique est la sécurisation du modèle économique face à des vulnérabilités structurelles fortes. La dépendance au tourisme et aux importations renforce la nécessité d'une transition anticipatrice.

Les actions prioritaires concernent l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la gestion de l'eau dans l'hébergement-restauration, ainsi que la diversification de l'offre touristique afin de réduire la dépendance à la saison hivernale.

Dans le commerce, la gestion des déchets et l'optimisation logistique constituent des leviers essentiels pour réduire les externalités négatives et renforcer l'acceptabilité du modèle économique.

### Focus stratégique – Des priorités différenciées, une trajectoire commune

La différenciation des priorités territoriales ne remet pas en cause l'ambition transfrontalière. Elle en constitue au contraire la condition de réussite.



## Cadre stratégique commun de mise en œuvre de la transition ESG

À l'issue de l'identification des priorités d'action différenciées par territoire, il apparaît indispensable de définir un cadre stratégique commun permettant d'assurer la cohérence, la lisibilité et l'efficacité de l'action à l'échelle transfrontalière. Ce cadre ne vise pas à uniformiser les réponses, mais à fournir une architecture partagée au sein de laquelle chaque territoire peut déployer ses propres priorités.

Le cadre stratégique commun issu de l'étude GALOP repose sur cinq piliers interdépendants. Ensemble, ils constituent la colonne vertébrale opérationnelle de la transition ESG du territoire transfrontalier.

### Pilier 1 – Installer une gouvernance RSE structurante et proportionnée

La structuration de la gouvernance RSE constitue le socle du cadre stratégique commun. Sans gouvernance claire, les démarches ESG restent fragmentées, difficilement mesurables et peu pérennes.

Le cadre stratégique commun préconise une gouvernance proportionnée à la taille et aux capacités des entreprises, fondée sur :

- l'identification explicite des enjeux ESG prioritaires au regard de l'activité et du territoire;
- la désignation d'un référent interne en charge du pilotage ESG, même à temps partiel ;
- l'intégration progressive des enjeux ESG dans les décisions structurantes (investissements, achats, ressources humaines) ;
- le suivi d'indicateurs simples, partagés et orientés action.

Cette gouvernance constitue un langage commun entre entreprises, institutions et partenaires financiers, facilitant la convergence des actions et la mobilisation des ressources.

### Focus stratégique – Une gouvernance pragmatique comme facteur de crédibilité

L'étude confirme qu'une gouvernance RSE efficace repose moins sur la sophistication des outils que sur leur alignement avec une vision stratégique claire et partagée.



## Pilier 2 – Mutualiser les outils et les ressources à l'échelle transfrontalière

La mutualisation constitue un levier structurant du cadre stratégique commun. Elle permet d'accélérer la montée en maturité ESG des entreprises tout en limitant les coûts et la dispersion des initiatives.

**Le cadre stratégique commun encourage le développement de dispositifs partagés, notamment :**

- des plateformes transfrontalières d'échange de bonnes pratiques sectorielles ;
- des bases de données communes de fournisseurs intégrant des critères ESG, labels et certifications ;
- des outils mutualisés de sensibilisation et de formation ;
- des dispositifs d'accompagnement collectifs portés par les réseaux consulaires et institutionnels. Ces outils renforcent la cohérence des trajectoires de transition et favorisent une dynamique collective à l'échelle du territoire.

## Pilier 3 – Consolider des filières d'approvisionnement durables et résilientes

Le cadre stratégique commun place le renforcement des filières durables au cœur de la résilience économique du territoire transfrontalier. La dépendance à des chaînes d'approvisionnement longues et peu transparentes constitue un facteur de vulnérabilité partagé par l'ensemble des territoires.

**Les orientations communes identifiées portent sur :**

- le développement de partenariats durables avec des producteurs locaux et régionaux ;
- la structuration de filières transfrontalières fondées sur la qualité, la traçabilité et l'agroécologie ;
- la valorisation des coproduits et des déchets dans une logique d'économie circulaire ;
- l'intégration progressive de critères ESG dans les politiques d'achats.

Ces actions contribuent simultanément à la réduction des impacts environnementaux, à la sécurisation des approvisionnements et au maintien de la valeur sur le territoire.

## Pilier 4 – Développer les compétences et l'engagement des parties prenantes

La transition ESG ne peut s'inscrire durablement sans une montée en compétences des dirigeants, des managers et des salariés. Le cadre stratégique commun reconnaît la dimension humaine comme un facteur clé de succès.

**Les priorités communes portent sur :**

- la sensibilisation aux enjeux climatiques, sociaux et de gouvernance ;
- la formation à des outils opérationnels (bilan carbone simplifié, diagnostics ESG, plans d'action, indicateurs) ;
- l'implication active des salariés dans les démarches de progrès ;
- la sensibilisation des clients et consommateurs aux pratiques responsables.

### Focus stratégique – Faire des démarches ESG un projet collectif

Les entreprises les plus résilientes sont celles qui parviennent à transformer les initiatives ESG en un levier d'engagement interne et de mobilisation durable des équipes.

## Pilier 5 – Positionner les acteurs institutionnels comme catalyseurs de la transition

Le cadre stratégique commun reconnaît le rôle central des acteurs institutionnels dans la structuration et l'accélération de la transition ESG. Leur action est déterminante pour créer un environnement lisible, cohérent et incitatif.

**Le rôle de catalyseur repose sur :**

- l'animation de réseaux transfrontaliers d'acteurs économiques ;
- la mise à disposition d'outils méthodologiques et de données territoriales ;
- l'alignement des dispositifs d'aide et de financement avec les priorités ESG ;
- la valorisation des initiatives exemplaires et des retours d'expérience.

### Focus stratégique – De l'accompagnement à la structuration territoriale

La valeur ajoutée de l'action publique réside dans sa capacité à structurer un cadre lisible et cohérent, plutôt que dans la multiplication de dispositifs isolés.

# Construire une résilience partagée

L'étude réalisée dans le cadre du projet transfrontalier POCTEFA GALOP met en évidence que l'Occitanie, la Catalogne et l'Andorre partagent un destin économique et environnemental étroitement lié, tout en présentant des profils de risques et d'opportunités relativement distincts.

L'Occitanie apporte une capacité de structuration et de diffusion à grande échelle des démarches ESG. La Catalogne constitue un laboratoire de transformation de modèles économiques intensifs, confrontés à des contraintes environnementales fortes. Andorre, par sa taille et son agilité institutionnelle, offre un terrain d'expérimentation rapide et un révélateur des vulnérabilités à anticiper.

La transition ESG du territoire transfrontalier ne pourra réussir que si ces complémentarités sont pleinement mobilisées. En articulant différenciation territoriale et vision stratégique commune, les acteurs publics et économiques disposent d'un levier puissant pour transformer les contraintes en opportunités et faire de la durabilité un facteur de compétitivité et de résilience partagée.

Ce faisant, la transition ESG du territoire transfrontalier Occitanie-Catalogne-Andorre ne pourra réussir qu'à condition d'être pensée comme un projet collectif. En articulant action publique, engagement des entreprises et coopération transfrontalière, les enjeux ESG peuvent devenir un véritable levier de résilience, d'innovation et de création de valeur durable pour l'ensemble du territoire.

Dans ce cadre, les entreprises peuvent à chaque étape de leur transition s'appuyer sur l'expertise des CCI pour structurer et déployer des actions adaptées à leurs enjeux ESG. En accompagnant les dirigeants, les CCI facilitent l'accès à des informations stratégiques, des diagnostics, des outils et des financements. Elles aident les entreprises à passer de l'intention à l'action, à définir des axes de travail clairs et à mettre en place des solutions opérationnelles, renforçant leur capacité à anticiper les transitions en cours et leur compétitivité.



**GALOP**  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE POUR LES PME

**Interreg  
POCTEFA**



Cofinanciado por  
la UNIÓN EUROPEA  
Cofinancé par  
l'UNION EUROPÉENNE

Le projet GALOP a été cofinancé à 65% par l'Union européenne à travers le Programme Interreg VI-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2021-2027). L'objectif de POCTEFA est de renforcer l'intégration économique et sociale de la zone frontalière Espagne-France-Andorre.

